

Prochain tarif d'utilisation des réseaux publics de transport d'électricité (TURPE 6 HTB)

Date de la contribution : 12/11/2020

L'ANRT fédère les principaux acteurs de la recherche, du développement et de l'innovation publics et privés opérant sur le territoire national. Élaborées à partir de l'expérience de ses membres, réunis depuis trois ans dans un groupe de travail présidé par Olivier Appert, les réponses ci-après représentent la contribution de l'ANRT à la consultation publique de la CRE relative au prochain tarif d'utilisation des réseaux publics de transport d'électricité (TURPE 6 HTB). Ces réponses font écho à la contribution de l'ANRT au projet de plan de relance gouvernemental au prisme de la stratégie nationale de la recherche sur l'énergie. Dans un contexte de déséquilibre économique, d'urgence climatique, et de forte compétition internationale, l'énergie est un secteur où la France et l'Europe doivent prendre des positions fortes sur des technologies à développer et à créer, notamment celles qui accompagnent la transition énergétique. Pour cela, investir en R et D à court et moyen terme, en associant étroitement les efforts publics et privés, est indispensable pour relancer la compétitivité industrielle de la France et tenir les objectifs de décarbonation. La feuille de route de chaque sujet doit résulter d'une vision stratégique systémique qui tienne compte de notre positionnement international.

Lien vers le site web de l'ANRT: <http://www.anrt.asso.fr/fr>

Lien vers la note envoyée aux pouvoirs publics:

http://www.anrt.asso.fr/sites/default/files/anrt_10_priorites_rd_sur_lenergie_plan_de_relance.pdf

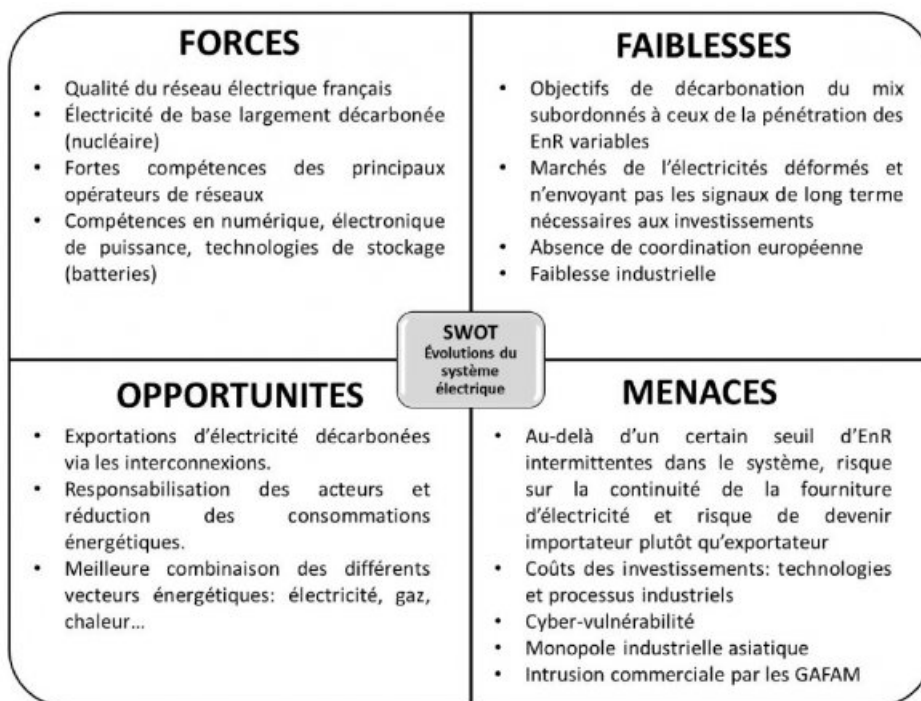


Question 1 : Avez-vous des remarques concernant les principaux enjeux respectivement identifiés par RTE et la CRE pour la période du TURPE 6 HTB ?

Dans le cadre de ses travaux sur la stratégie nationale de recherche pour l'énergie, l'ANRT a identifié un certain nombre d'alertes quant aux évolutions du système énergétique. Ces alertes sont autant d'enjeux que l'ANRT recommande de prendre en compte et d'intégrer dans la consultation publique relative au prochain TURPE 6 HTB :

- **L'insertion croissante des EnR intermittentes** qui peuvent déstabiliser l'équilibre des réseaux au-delà d'un certain seuil de pénétration.
- **L'articulation entre ces EnR variables et les moyens conventionnels de production**, dont surtout le nucléaire pour garantir la continuité de fourniture et la sécurité d'approvisionnement électrique tout en répondant aux objectifs de décarbonation à moyen terme.

- **L'intégration des innovations technologiques et sociétales**, et leurs impacts sur la résilience du système électrique : numérique (smart grids, compteur intelligent, données) ; électronique de puissance ; véhicules électriques ; production décentralisée et autoconsommation.
- La **cyber-vulnérabilité** des systèmes électriques.
- La **faiblesse des marchés européens de l'énergie** quant à l'envoi de signaux de long terme nécessaires aux investissements dans les technologies et les processus industriels de la transition : nouvelles filières de production ou mécanismes de flexibilité tels que le stockage.
- La **difficulté à susciter la confiance envers les modèles d'aide à la décision**. Émerge en effet le besoin d'une modélisation multidimensionnelle et systémique, avec des hypothèses plus transparentes. Celle-ci devrait faire interagir tous les vecteurs d'énergie disponibles, et confronter toutes les échelles spatiales et temporelles de la transition énergétique : de l'hyper-local au national et jusqu'à la maille européenne ; et du temps réel jusqu'à plusieurs décennies dans l'avenir.



Question 2 : Êtes-vous favorable aux grands principes tarifaires envisagés par la CRE pour la période du TURPE 6 HTB ?

Question 3 : Êtes-vous favorable au maintien de la rémunération des immobilisations en cours au coût de la dette, et non pas au CMPC ?

Question 4 : Êtes-vous favorable au traitement ainsi envisagé des coûts échoués ?

Question 5 : Êtes-vous favorable au traitement ainsi envisagé pour les plus-values et les moins-values des actifs cédés ?

Question 6 : Êtes-vous favorable aux principes de fonctionnement du CRCP et d'évolution annuelle du TURPE 6 HTB (maintien du fonctionnement actuel) ?

Question 7 : Êtes-vous favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE selon les principes exposés ci-dessus pour le TURPE 6 HTB ?

Question 8 : Partagez-vous la position de la CRE selon laquelle la hausse des trajectoires financières relatives à la gestion des actifs est pertinente mais doit être conditionnée à la réalisation des objectifs opérationnels sous-jacents ?

Question 9 : Êtes-vous favorable aux propositions d'évolutions de la CRE pour l'incitation sur le volume et le prix d'achat des pertes supportées par RTE ?

Question 10 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de mettre en œuvre une régulation incitative portant sur les coûts de constitution de l'ensemble des réserves d'équilibrage, et à son paramétrage ?

Question 11 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant le cadre de régulation des coûts de congestions nationales et internationales ?

Question 12 : Dans le contexte actuel de forte hausse des investissements, êtes-vous favorable à la mise en place de l'incitation envisagée par la CRE à la maîtrise et à la priorisation des dépenses d'investissements pour le TURPE 6 HTB ?

Question 13 : Êtes-vous favorable aux évolutions de la régulation incitative à la maîtrise des coûts des grands projets d'investissements proposées par la CRE pour le TURPE 6 HTB ?

Question 14 : Êtes-vous favorable, pour le TURPE 6 HTB, à l'extension de la régulation incitative à la maîtrise des coûts des grands projets d'investissements à des projets plus petits sélectionnés aléatoirement par la CRE ?

Question 15 : Êtes-vous favorable à la mise en œuvre d'un unique plancher de rémunération appliqué à la somme des trois incitations ?

Question 16 : Êtes-vous favorable au mécanisme de régulation incitative des investissements « hors réseaux » proposé par la CRE pour le TURPE 6 HTB ?

Question 17 : Êtes-vous favorable à la mise en œuvre du cadre de régulation ad hoc proposé par la CRE s'agissant des projets immobiliers des sièges régionaux de Lille et de Marseille ?

Question 18 : Avez-vous des observations à formuler sur les indicateurs de suivi envisagés par la CRE pour la période du TURPE 6 HTB ?

Question 19 : Êtes-vous favorable aux évolutions du dispositif de régulation incitative de la qualité de service envisagées par la CRE pour le TURPE 6 HTB ?

Question 20 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant le cadre de régulation de la qualité d'alimentation ?

Question 21 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant les coupures longues sur le RPD issues du RPT ?

Question 22 : Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de la R&D envisagé par la CRE pour le TURPE 6 HTB ?

Favorable

Commentaire :

Dans le cadre de ses travaux, l'ANRT a identifié un certain nombre de priorités à instruire à court terme en matière de R et D. Ces priorités sont destinées à accompagner et faciliter la tenue des objectifs de décarbonation portés par la transition énergétique, tout en relançant la compétitivité industrielle de la France dans un contexte économique national et européen incertain. Parmi ces priorités ont notamment été mis en exergue un certain nombre d'enjeux relatifs aux réseaux d'électricité :

1. La nécessité de garantir la sécurité d'approvisionnement et la qualité de fourniture des réseaux d'électricité, tout en tenant compte des dimensions spatiales et temporelles des moyens de flexibilités déployables dans le système électrique (infrastructures de réseaux, stockage, production décentralisée, effacements de consommation...).

2. L'intensification de la recherche sur le stockage inter-saisonnier, pour lequel il n'existe à date aucune solution économiquement viable, comme moyen potentiel de flexibilité pour le système énergétique.

3. Le besoin d'analyser et de confronter les coûts d'investissement et d'exploitation des nouvelles solutions pour le système électrique (EnR décentralisées, véhicules électriques, smart grids, compteurs intelligents, batteries...) **par rapport aux bénéfices économiques** que celles-ci vont générer pour tous.

4. Le déploiement de nouvelles solutions de contrôle commande et de pilotage intelligent des réseaux d'électricité, avec une décentralisation allant jusqu'à l'installation individuelle, mais qui n'efface pas la nécessité d'un pilotage d'ensemble.

5. La mise en place d'une réglementation permettant de mettre en visibilité et de rentabiliser les actifs qui ont de la valeur selon les différentes architectures de marché au niveau européen.

6. Les progrès à accomplir en modélisation prospective systémique pour en faire un véritable outil d'aide aux décisions d'investissement, fiable et partageable entre tous les acteurs du système.

7. La nécessité de capitaliser sur les enseignements des démonstrateurs, et de concentrer les investissements sur un nombre plus restreint de projets prototypes, afin de les amener à maturité.

RTE a une responsabilité éminente dans le maintien de la fourniture d'électricité et de sa qualité, car le réseau haute tension doit in fine encaisser les perturbations qui peuvent venir des réseaux locaux ou des interconnexions européennes. À l'aune de cette responsabilité, les enjeux de R et D qui viennent d'être cités sont particulièrement importants.

En complément, l'ANRT propose les incitations suivantes de R et D pour aider les acteurs industriels à mettre en œuvre des programmes de recherche et des solutions innovantes à moyen/long terme pour les systèmes électriques :

- Des incitations portées directement par la puissance publique comme « prescripteur » des grandes orientations en matière de R et D. Ces incitations permettront de renforcer les recherches pour **amener à maturité les technologies qui commencent à être déployées dans le cadre des démonstrateurs en cours**, et notamment ceux qui s'articulent autour des réseaux électriques intelligents et du stockage : équipements réseau, moyens de stockage, sources de production...

- Des incitations plus fortes à la **recherche en économie et modélisation systémique** permettant de prévoir et de suivre l'activité du système électrique à tous les niveaux, de dimensionner les investissements, d'éclairer le fonctionnement du marché et les pouvoirs publics, et d'identifier les modèles d'affaires rentables pour les opérateurs sur le long terme. Les modélisations devront répondre à un certain nombre d'exigences pour tous les opérateurs : une plus grande transparence dans les modèles utilisés, et un effort de rationalisation et de simplification dans le choix des données et des hypothèses. Ces modélisations pourront être explicitement indiquées, voire détaillées, dans les rapports publics bisannuels des opérateurs sur leurs projets de R et D.

- Des incitations visant à favoriser la **coordination indispensable entre opérateurs nationaux et européens sur leurs programmes de R et D**, qui permettra une adéquation entre les technologies qui seront conçues et

déployées, l'évolution des processus industriels de production, et l'évolution des marchés de l'énergie.

Les travaux de l'ANRT ont aussi montré l'importance de prendre en compte dans les orientations de R et D les préoccupations suivantes, afin d'utiliser au mieux nos moyens et de préparer de fortes positions industrielles :

- **Favoriser les synergies possibles entre différents vecteurs énergétiques** dans le développement de solutions technologiques : électricité, (bio)gaz, chaleur, hydrogène...
- **Sélectionner les solutions les plus prometteuses à déployer** en fonction de leur **potentiel** et du **niveau de maturité des technologies** qu'elles utilisent
- **Industrialiser à une échelle compétitive les technologies d'avenir où la France dispose d'atouts et d'une force de frappe industrielle** : électronique de puissance et contrôle-commande intelligent, batteries, hydrogène vert... Ne pas négliger ou perdre l'expérience industrielle acquise sur les technologies ayant fait leur preuves (ex : nucléaire).

Question 23 : Êtes-vous favorable aux propositions d'évolution formulées par la CRE sur le dispositif du guichet « Smart grids » afin de lui donner plus de souplesse et d'efficacité ?

Question 24 : Dans le cadre du traitement prioritaire du sujet des données, êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE sur la mise en place d'un cadre de régulation pour la publication de données prioritaires ? D'autres données devraient-elles figurer dans cette liste de données prioritaires pour lesquelles la CRE propose de suivre le délai de publication ?

Question 25 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE sur la mise en place d'une régulation incitative à la réalisation d'actions prioritaires ? Avez-vous des remarques sur la liste des actions prioritaires identifiées à ce stade ?

Question 26 : Avez-vous des remarques concernant le niveau prévisionnel des charges liées à l'exploitation du système électrique de RTE ?

Question 27 : Avez-vous des remarques concernant le niveau prévisionnel des charges nettes d'exploitation (hors charges liées à l'exploitation du système électrique) de RTE ?

Question 28 : Avez-vous des observations à formuler quant à la trajectoire de recettes d'interconnexion que la CRE envisage de retenir pour le TURPE 6 HTB ?

Question 29 : Avez-vous des remarques concernant le niveau du CMPC pour la période du TURPE 6 HTB et notamment la prise en compte de la baisse des taux d'intérêts sur les marchés et la baisse du taux d'imposition sur les sociétés ?

Question 30 : Êtes-vous favorable à la hausse majeure de la trajectoire d'investissements envisagée, qui passent de moins de 1,5 Md€/an entre 2017 et 2019 à près de 2,2 Md€/an sur la période du TURPE 6 HTB, qui aboutit à une évolution prévisionnelle de la base d'actifs régulés de +23 % entre le 1er janvier 2020 et le 1er janvier 2025 ?

Question 31 : Avez-vous des remarques concernant les ajustements envisagés sur la trajectoire d'investissements « hors réseaux » ?

Question 32 : Avez-vous des remarques sur les trajectoires envisagées par la CRE concernant les quantités d'énergie transportées pour la période du TURPE 6 HTB ?

Question 33 : Avez-vous des remarques relatives à l'évolution tarifaire envisagée du TURPE 6 HTB ?

Question 34 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir la forme générale des grilles tarifaires ?

Question 35 : Etes-vous favorable aux propositions de la CRE sur la hausse de la composante de gestion pour les domaines de tension HTB ?

Question 36 : Etes-vous favorable aux propositions de la CRE sur la stabilité de la composante de comptage pour les domaines de tension HTB ?

Question 37 : Etes-vous favorable aux grilles tarifaires envisagées pour les domaines de tension HTB ?

Question 38 : Etes-vous favorable au maintien à 0,04 du coefficient des dépassements pour les domaines de tension HTB 2 et HTB 1 ?

Question 39 : Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE s'agissant de la facturation de l'énergie réactive pour les consommateurs industriels ?

Question 40 : Etes-vous favorable à l'évolution envisagée par la CRE du terme d'injection en HTB 3 et 2 ?

Liste des pièces jointes à la contribution :

ANRT_10 Priorités R&D sur l'énergie_Plan de relance.pdf

ANRT_SNRE_Rapport 2019.pdf

ANRT_SNRE_Rapport_2018.pdf